

LE MOUVEMENT OUVRIER ANGEVIN

Période 1914-1919

A la veille de la 1^{ère} Guerre mondiale, la seule organisation syndicale de l'époque en Maine-et-Loire, l'UD-CGT⁶, déclare les effectifs suivants, lors de son congrès annuel⁷, tenu à Cholet en avril 1914 :

- Union locale d'Angers : 18 syndicats, 1578 adhérents. Les syndicats les plus importants sont ceux du Bâtiment, des mécaniciens, des Typos et de la Chaussure, ce dernier en régression du fait du déclin de cette industrie.

- Trélazé compte deux syndicats et environ 1200 adhérents : 350 allumettiers (à quelques unités près, la totalité de l'effectif) et 800 ardoisiers. La longue et dure grève de l'automne 1913, qui fut un échec, a provoqué un tassement sérieux des effectifs, ceux-ci approchaient les 2000 entre 1904 et 1910 !

- L'Union locale de Cholet compte 3 syndicats d'industrie, Textile, Bâtiment, Blanchisseurs, et 475 adhérents. Le syndicat des Tisserands ne compte plus que 300 adhérents, alors que dans les années qui suivirent sa fondation (1882-1887), son effectif dépassa le chiffre de 1800.

- UL⁸ de Saumur : 6 syndicats, 230 adhérents (bâtiment, cheminots).

- UL de Segré : plus de 800 syndiqués, uniquement des ardoisiers (Noyant-la-Gravoyère et Combrée).

Une constatation s'impose à l'examen de ces chiffres : la grosse masse des salariés reste en dehors de l'organisation syndicale. 1 ouvrier sur 10 est syndiqué, ou à peu près. Enfin, seuls les travailleurs manuels sont syndiqués.

Durant les deux premières années de guerre, la vie syndicale est nulle : les militants responsables sont, pour le plus grand nombre, mobilisés. Par ailleurs, la volte-face des dirigeants confédéraux, particulièrement de Léon Jouhaux⁹, dont l'influence sur les travailleurs d'Angers - et plus encore de Trélazé - était considérable, a jeté le désarroi le plus complet parmi les militants de la base. Beaucoup ne comprennent pas, ou s'expliquent mal ce revirement et préfèrent se taire. C'est le cas pour Ludovic Ménard¹⁰ (l'ancien leader ardoisier) et plus encore pour

⁶ **UD** : Union départementale de syndicats. **CGT** : Confédération Générale du Travail, créée en 1895 au congrès de Limoges. Après une première tentative infructueuse en 1906, la création d'une UD en Maine-et-Loire a été décidée par un congrès tenu le 27 avril 1913 à la Bourse du Travail d'Angers, en présence de Georges Yvetot, dirigeant national de la CGT et farouche antimilitariste. Le premier secrétaire de cette UD a été **André Bahonneau** (1848-1918), ouvrier ardoisier à Trélazé.

⁷ Le deuxième congrès de l'UD s'est effectivement tenu à Cholet le 5 avril 1914. Il décida notamment la création d'une caisse départementale de grève.

⁸ **UL** : Union locale (de syndicats).

⁹ **Léon Jouhaux** (1879-1954), ouvrier allumettier à 16 ans à Aubervilliers, devint secrétaire, puis secrétaire général de la CGT de 1909 à 1947. En août 1914, renonçant à ses idées libertaires et antimilitaristes, il se rallia à l'Union sacrée pour soutenir l'effort de guerre.

¹⁰ **Ludovic Ménard** (1855-1935), ouvrier ardoisier à Trélazé, secrétaire général de la Fédération nationale des Ardoisiers, fut d'abord socialiste révolutionnaire, proche de Jean Allemane, en 1884, puis fut converti à l'anarchisme et au syndicalisme par Tortelier, venu à Trélazé en 1889. Il organisa la grande grève des ardoisiers de Trélazé en 1891. Pour obtenir pour les ouvriers

Bahonneau¹¹, secrétaire de la Bourse du Travail et de l'UD de Maine-et-Loire, tous deux âgés et qui ont vécu les heures héroïques de l'anarcho-syndicalisme.

Aussi faut-il attendre la fin de 1915 et surtout les années 16 et 17 pour assister à un réveil de la combativité ouvrière.

Le premier conflit éclate en 1915 : il affecte les boueux d'Angers et est de courte durée¹².

A partir de 1916, le Syndicat des Instituteurs de Maine-et-Loire¹³ est l'un des premiers à reprendre vie. Son bulletin, départemental, « l'Emancipation », fait entendre un son de cloche non-conformiste. Il s'affirme antibelliste, préconise le retour aux principes du syndicalisme de lutte de classes, tels qu'ils s'affirmaient dans la Charte d'Amiens (1906). Pour ce fait, il est amplement censuré et paraît chaque mois avec de nombreux blancs !

Bientôt, d'autres syndicats vont adopter une attitude identique. C'est notamment le cas pour les métallurgistes et certaines sections du bâtiment. D'ailleurs, l'année 1917 voit se multiplier les grèves revendicatives¹⁴.

1918

En mai, Bahonneau, l'une des figures marquantes du syndicalisme angevin, meurt subitement. Pilard¹⁵, l'un des responsables de la Fédération des Ardoisiers de l'Ouest, le remplace, à titre provisoire - pour la durée de la guerre, au secrétariat de la Bourse du Travail.

ardoisiers le statut plus avantageux des mineurs (qui comportait déjà la journée de 8 heures), il fusionna en 1910 sa fédération avec celle des mineurs. Cette assimilation, votée par le Parlement en 1920, contribua à sa popularité. Un monument en mémoire de Ludovic Ménard fut d'ailleurs érigé à Trélazé en 1939. Membre de la franc-maçonnerie, il fit à la loge du « Droit humain » d'Angers une conférence sur « l'idée de patrie » le 6 novembre 1909, où il dénonçait les « patriotes colonisateurs », le patriotisme intéressé des marchands de canons, tout en rejetant symétriquement « l'internationalisme irraisonné ». Cette dénonciation du nationalisme ne l'empêcha pas de rallier l'Union sacrée en 1914 à l'instar de Jouhaux et de siéger jusqu'en octobre 1917 dans différents comités officiels aux côtés du préfet et des élus réactionnaires qu'il combattait avant la guerre ...

¹¹ A l'automne 1915, **Bahonneau** fut contacté par l'instituteur saumurois Louis Bouët, militant syndicaliste révolutionnaire resté hostile à la guerre, pour organiser à la Bourse du Travail d'Angers une réunion de compte rendu de la conférence socialiste internationale de Zimmerwald. Celle-ci s'était tenue en Suisse en septembre avec la participation de militants russes (Lénine, Trotsky), allemands, italiens, suisses et français (les syndicalistes Merrheim, de la Fédération des Métaux, et Bourderon, minoritaires dans la CGT). Bahonneau donna son accord, mais ne s'occupa pas vraiment de trouver une salle (dans une lettre à Bouët du 27 décembre 1915, il écrivit : « la grande salle de la Bourse [sert] à un atelier de guerre », et « la Coopérative Angers-Doutre [...] sert de cantonnement à la troupe »). Finalement, suite aux pressions de la police et des majoritaires de la CGT, Merrheim, qui avait pourtant réussi à faire un compte rendu de Zimmerwald à la Bourse du Travail de Tours devant 150 à 200 personnes, renonça à venir à Angers. De son côté, Ludovic Ménard refusa à Bouët la tenue d'une réunion publique à Trélazé (lettre de Ménard à Bouët, 15 décembre 1915, Fonds Louis et Gabrielle Bouët, IFHS, 14 AS 435).

¹² **La grève des éboueurs d'Angers** en faveur du renvoi d'un contremaître dura du 3 au 6 février 1915. Les 28 grévistes, qui n'étaient pas syndiqués, reprirent le travail sans avoir obtenu gain de cause. Quelques semaines plus tôt, à Angers également, une grève des ouvriers de la maison Chemineau qui fabriquait des équipements militaires avait rassemblé 16 selliers et 14 piqueuses (sur 150 salariés), du 28 décembre 1914 au 5 janvier 1915. Point commun avec la grève des éboueurs : les grévistes n'étaient pas syndiqués, mais leur grève (contre le travail aux pièces et pour un contrat collectif) se solda par un demi-succès : le patron refusa d'augmenter les salaires, mais supprima quand même le travail aux pièces (Archives départementales de Maine-et-Loire - ADML, ancienne cote 71 M 9).

¹³ C'est à ce syndicat que **Maurice Poperen** (1897-1991) adhéra à sa sortie de l'École normale d'instituteurs, en juillet 1916. La principale figure du syndicat était alors **Louis Bouët** (1880-1969).

¹⁴ Ici, liste des grèves, durée, effectifs (note de Maurice Poperen). Nous n'avons pas cette liste, mais une brève description des mouvements de grève de 1917 figure dans l'ouvrage d'Alain Jacobzone, *En Anjou, loin du front*, Yvan Davy éditeur, 1988, aux pages 93-95.

¹⁵ **Pierre Pilard** (1880-1945), ouvrier ardoisier, secrétaire du syndicat des ardoisiers de Coësmes (Ille-et-Vilaine), puis de Bel-Air de Combrée (Maine-et-Loire). Installé à Trélazé en 1910, il fut secrétaire de l'UD CGT à deux reprises dans les années 20 et 30.

Il est élu par la CA¹⁶ de la Bourse par 12 voix contre 3 à Brocherie des Sculpteurs et 4 abstentions.

A cette élection participaient les syndicats suivants : Allumettiers, Ardoisiers, Chaussure, Charpentiers, Cheminots Etat, Cheminots PO¹⁷, Confection, Lithographes, Instituteurs, Maçons, Métallurgistes, Scieurs à la Mécanique, Sculpteurs, Tapissiers, Traminots¹⁸, Travailleurs Municipaux, Vendeurs de journaux, Typos.

Gaillard, membre de la Commission Administrative, qui deviendra ultérieurement Secrétaire de la Bourse, donne quelques renseignements sur la situation syndicale, au terme de 4 années de guerre :

« Quantité de syndicats, du fait des événements que nous subissons, sont désemparés ; par contre, d'autres, tels les Cheminots, les PTT¹⁹, les métallurgistes, ont repris force et vigueur et réunissent un nombre d'adhérents supérieur à l'avant-guerre ».

Notons que ces syndicats le doivent à leur rôle essentiel dans l'effort de guerre (transport, fabrication du matériel de guerre). Mobilisés sur place, les militants ont maintenu le contact avec l'ensemble des salariés de la profession. Ils ont continué leur propagande syndicaliste. Ils seront parmi les premiers à s'opposer à la politique d'union sacrée de la majorité confédérale.

1919

Dès le début de l'année, le renouveau syndical est manifeste : les rescapés de la tourmente reprennent place dans le combat social, certains - l'un d'eux le dira à la CA de février - bien résolu à « demander des comptes ». C'est dire que les luttes de tendances s'affirmeront très tôt.

La CA de janvier précise les revendications :

- 1/ Respect de la loi du 21 mars 1884²⁰, souvent méconnue durant la période de guerre, plus particulièrement à l'égard des mobilisés en usines,
- 2/ Journée de 8 heures²¹,
- 3/ Minimum de salaire,
- 4/ Droit de contrôle et de gestion des organisations ouvrières dans la marche des entreprises privées et publiques.

Pour témoigner de ce regain de vitalité syndicale, lors de sa réunion d'avril, la CA met au point les modalités d'action du 1^{er} mai.

« Journée historique », dira Pilard. Deux meetings, un défilé monstre (plus de 6000 participants). Ce rassemblement [fut organisé] en liaison avec le PS²² et les Coopératives angevines de consommation²³. Les mots d'ordre prioritaires étaient : « Les huit heures tout de suite ! Des salaires décents ! ».

¹⁶ CA : Commission Administrative, l'organisme qui gère la Bourse du Travail, dont le bâtiment appartient à la Municipalité.

¹⁷ A l'époque, le réseau ferré français était partagé entre plusieurs compagnies, privées (comme la compagnie Paris-Orléans - en abrégé PO, fondée en 1838, et qui finit par couvrir tout le sud-ouest de la France) ou appartenant à l'Etat, comme le réseau de l'ouest. A Angers, la gare Saint-Laud, qui était reliée par Saumur au réseau PO, avait été ouverte en 1849, tandis que la gare Saint-Serge, qui appartenait au réseau de l'Etat, fut inaugurée en 1863, et détruite dans les bombardements de 1944.

¹⁸ Employés du tramway. Inauguré en 1896, l'ancien tramway d'Angers comportait 6 lignes en 1906. Il disparut en 1949.

¹⁹ Postes, Télégraphes, Téléphone, alors administration d'Etat.

²⁰ Il s'agit de la loi Waldeck-Rousseau qui autorisa les syndicats, qui n'étaient jusque là que tolérés, dans le meilleur des cas.

²¹ La réduction à 8 h de la journée légale de travail était la revendication commune des syndicats et des partis socialistes depuis le Congrès international « marxiste » de Paris de juillet 1889. Ce dernier avait voté le principe d'une manifestation internationale des travailleurs le 1^{er} mai dans ce but. Le premier « 1^{er} mai » eut lieu en 1890.

²² Depuis 1905, le **Parti Socialiste Unifié (Section Française de l'Internationale Ouvrière)** rassemblait la quasi-totalité des courants socialistes, qui avaient été divisés en de multiples chapelles à la fin du 19^e siècle. C'est Jean Jaurès, assassiné à la veille de la guerre le 31 juillet 1914, qui avait été le grand artisan de cette unité.

²³ Jusqu'en 1920, le mouvement ouvrier français reposait sur trois pieds : le ou les partis socialistes, la CGT et le mouvement coopératif. La scission politique et syndicale de 1920-1922 porta un coup sévère aux coopératives, particulièrement à Angers.

PS : à cette époque, la Révolution russe était la grande espérance et à Angers - comme à Paris - ce 1^{er} mai, beaucoup criaient : « Les soviets partout ! ».

Donc, renouveau de la combativité ouvrière qu'atteste la multiplicité des grèves en ce printemps 1919.²⁴

Tandis que va croissante l'agitation ouvrière - celle-ci motivée par les longues contraintes de guerre, [la] hausse généralisée et accélérée des prix des denrées essentielles -, l'Union locale, en liaison avec les Coopératives et la section angevine du PS, décide la constitution d'un comité de « Défense économique ». Celui-ci aura comme objectifs prioritaires : a/ la lutte contre les fauteurs de vie chère, b/ pour un rajustement général des salaires.

La CA de juin est consacrée à la préparation de la grève générale de 24 h décidée d'un commun accord par les Trade-unions anglais, la CGT italienne et la CGT française.

Au dernier moment, l'ordre de grève sera rapporté²⁵.

En août, l'acuité de la situation économique (pénurie des denrées essentielles, augmentation continue des prix) entraîne une nouvelle vague de grèves qui touche les professions les plus diverses et conduit l'UD angevine à préconiser la mise sur pied « de toute urgence, d'un Service économique national d'alimentation avec pleins pouvoirs de taxation, réquisition et répartition des produits disponibles, au prorata des besoins familiaux et sous le contrôle des municipalités et des coopératives ».

Le 27 septembre, les délégués ouvriers Pilard et Ménard à la Commission d'établissement des prix, devant l'inefficacité des décisions prises, adressent au préfet leurs démissions, sur mandat des organisations ouvrières qu'ils représentent.

1920

Les premiers mois seront agités. En février, c'est la grève générale des cheminots qui pendant quelques jours paralyse à peu près complètement l'activité du pays. A Angers, la grève est totale, les cheminots sont alors syndiqués à 90 %, tant à l'Etat qu'au PO.

A la Bourse d'Angers, une permanence fonctionne sans interruption, « pour prendre toute décision d'urgence qu'imposeraient les événements ».

Par contre, la seconde grève des cheminots, en mai, n'aura pas la même résonance. Son échec marquera la régression du mouvement revendicatif, tandis que dans le même temps, les oppositions de tendances, les heurts entre militants (préludes à la scission) iront se multipliant.

²⁴ Voir tableau 2 (note de Maurice Poperen). Nous n'avons pas retrouvé ce tableau dans les pages du manuscrit, mais une étude des grèves de 1919 montre effectivement une explosion de leur nombre, notamment dans la métallurgie parisienne, avec au premier plan les demandes d'augmentation des salaires, car l'inflation était très forte. Beaucoup de grèves résultaient aussi de la loi des huit heures votée par le Parlement français le 23 avril 1919 : elles en réclamaient l'application immédiate, sans diminution de salaire, par des patrons plutôt réticents, surtout en Anjou ! Voir en *Annexe 1* le tableau des grèves locales que nous avons pu établir à partir des archives de police (ADML, ancienne cote 71 M 10-11), ainsi que nos commentaires.

²⁵ La grève avait été fixée au **21 juillet**. Cette mobilisation internationale décidée le 27 juin au congrès de Southport des trade-unions britanniques et soutenue par les partis socialistes des trois pays (PS italien et français, Parti travailliste anglais) avait pour objectifs *la démobilisation rapide* des soldats, *le rétablissement des libertés constitutionnelles*, *l'amnistie*, *l'arrêt de toute intervention armée en Russie et en Hongrie* ainsi que *la guerre à la vie chère*. En France, elle fut annulée par la CGT trois jours avant. Dans son rapport du 27 juillet, le préfet de Maine-et-Loire a donc pu affirmer qu'il n'y avait eu « aucun chômage » c'est-à-dire aucune grève, et aucun incident le 21. Quant au sous-préfet de Cholet, il estimait que « les ouvriers choletais n'entendaient pas suivre le mouvement » et que les cheminots y étaient « généralement hostiles ». De son côté, dans *L'Effort social* du 2 août, Pierre Pilard expliqua « l'ajournement » de la grève générale par « l'insuffisance d'éducation sociale de la masse », mais aussi « l'immonde campagne de presse » et d'affichage contre la CGT. De fait, cette grève « internationale » n'eut lieu qu'en Italie, où régnait une ambiance prérévolutionnaire, notamment dans les villes industrielles du Nord où des conseils d'usine s'étaient formés dans les entreprises occupées par les ouvriers.

Cependant, le 1^{er} mai 1920 est encore un succès : les travailleurs ont chômé massivement²⁶ , et défilé nombreux. Les mots d'ordre mis en avant étaient :

- l'application intégrale de la journée de 8 heures,
- la nationalisation des services publics,
- contre l'arbitrage obligatoire,
- contre l'impôt sur les salaires²⁷,
- pour l'amnistie pleine et entière,
- pour une paix définitive, par le désarmement généralisé.

« Il faut que la démonstration soit grandiose. Face à la coalition patronale, opposez votre cohésion ».

« Contre la bourgeoisie, contre le capitalisme oppresseur, affirmons que nous voulons acquérir plus de bien-être, plus de liberté²⁸ ».

Le 17 août, la CA procède à un examen de la situation politique. A cette date, elle prend nettement position contre l'attitude des pays capitalistes à l'égard de la République des Soviets²⁹. Elle dénonce tout particulièrement le comportement du gouvernement français qui vient de reconnaître « l'aventurier Wrangel »³⁰. Elle se dit d'accord pour participer, au côté du PS, au meeting de protestation qui aura lieu au Cirque-Théâtre³¹.

Cependant, quelques mois plus tard, la polémique devient très vive entre partisans et adversaires de l'adhésion à la 3^e Internationale. *L'Effort Social*³² reflète ces désaccords. L. Ménard et L. Bouët, qui, de longue date, avaient milité côte à côte, échangent à cette occasion des propos peu amènes.

La scission politique (Congrès de Tours, décembre 1920³³) prélude à celle de la CGT. Cette dernière deviendra effective à la suite du Congrès de Lille (juillet 1921)³⁴.

²⁶ Rappelons qu'à l'époque, le 1^{er} mai n'était pas encore devenu la « fête du travail » institutionnalisée d'ailleurs par... Pétain (loi du 12 avril 1941). C'était une journée de grèves et de manifestations souvent réprimées par le patronat et la police.

²⁷ **L'impôt sur les salaires**, aujourd'hui impôt sur le revenu, avait été voté par le Sénat le 3 juillet 1914...

²⁸ Le slogan de la CGT était précisément « Bien-être et liberté ».

²⁹ La « **République des Soviets** » est bien évidemment la Russie soviétique, confrontée depuis 1918 à une féroce guerre civile et à l'intervention coalisée des grandes puissances (Royaume-Uni, France, Etats-Unis, Japon...). Les socialistes français, sans être à ce moment-là favorables aux bolchéviques, dénonçaient une guerre menée sans consultation du Parlement. L'URSS (Union des Républiques Socialistes Soviétiques) n'a été créée officiellement qu'en décembre 1922.

³⁰ **Piotr Nikolaïevitch Wrangel** (1878-1928), commandant d'une division cosaque, fut le dernier général en chef des armées blanches. Battu en novembre 1920 par l'Armée rouge dirigée par Trotsky, il se réfugia en France.

³¹ Construit en 1866, le **Cirque-Théâtre** d'Angers, situé place Molière, abritait des spectacles, des concerts, mais aussi des réunions publiques à caractère syndical ou politique. Il fut aussi le premier cinéma d'Angers. Délabré, il fut détruit en 1962. En réalité, la réunion publique appelée par la CGT, la section socialiste d'Angers, l'ARAC (Association Républicaine des Anciens Combattants) et la LDH (Ligue des Droits de l'Homme) pour protester contre la guerre eut lieu le jeudi 19 août non pas au Cirque-Théâtre, mais à la Bourse du Travail d'Angers. Selon le journal *L'Effort Social* du 21 août, elle réunit 1200 personnes. Une réunion analogue s'était tenue à Trélazé le samedi 14 août, avec 600 participants.

³² *L'Effort Social, organe de l'Anjou socialiste, syndicaliste et coopératif* était alors l'hebdomadaire commun au Parti socialiste SFIO, à l'UD CGT de Maine-et-Loire et au mouvement coopératif. Il parut du 1^{er} mai 1918 au 13 mai 1922, puis épisodiquement, comme organe de la Fédération socialiste de Maine-et-Loire, en 1928 et de 1929 à 1934. Il parut une dernière fois en avril-mai 1935 à l'occasion des élections municipales et disparut ensuite.

³³ Au **Congrès de Tours du Parti socialiste SFIO** (25-30 décembre 1920), une majorité de près de 70 % des délégués choisit d'adhérer à l'Internationale communiste (IC) - ou Troisième Internationale - dont le siège était à Moscou, et donc de fonder le Parti communiste, la minorité autour de Léon Blum décidant de maintenir le PS.

³⁴ Au **Congrès de Lille de la CGT** (25-30 juillet 1921), le rapport moral de la majorité dirigée par Jouhaux n'a été adopté que de justesse : 1556 voix contre 1348. Les syndicats minoritaires, regroupés dans des CSR (Comités syndicalistes révolutionnaires) depuis 1920 et de plus en plus nombreux sont progressivement exclus par les majoritaires. La scission est consommée quand la minorité décide d'éditer ses propres cartes fin décembre 1921. La CGTU (CGT « Unitaire »), dirigée d'abord par les anarcho-syndicalistes, puis très vite par les communistes, ne sera fondée officiellement qu'au Congrès de Saint-Etienne (25 juin-1^{er} juillet 1922). La scission syndicale, comme la scission politique, est internationale : la CGTU adhère dès 1922 à l'Internationale Syndicale Rouge (ISR) de Moscou.

Toutefois, rien, dans les comptes rendus de la CA, ne laisse entrevoir l'âpreté des oppositions.



L'Effort social du samedi 7 février 1920

Première année. — N° 1

Le Numéro : 20 centimes

Samedi 19 Mars 1921

S. F. I. C.

FÉDÉRATION
de
Maine-et-Loire

L'Anjou Communiste

Syndicaliste et Coopératif

ABONNEMENTS : 3 mois : 3 fr. — 6 mois : 5 fr. 50. — Un an : 10 fr.

PARAIT LE SAMEDI

ADMINISTRATION & RÉDACTION :
21, Rue Dacler, SAUMUR

SOMMAIRE

Classe vingt-et-un (VAILLANT-COURRIER).
Cà et Là.
Les Elections Prussiennes (G. RAPPOPORT).
Le Mouvement révolutionnaire au Japon (F. BERNARD).
Aux Travailleurs de l'Anjou (LE COMITÉ FÉDÉRAL).
Communications des Sections.
Vie Syndicale, etc...

Ce que doit être un organe local (P. MONATTE).

CLASSE VINGT ET UN

Un peu partout dans les campagnes et dans les villes ils se sont achetés,

Il faut les évaluer, les jeunes, ils sont ce qu'il y a de meilleur en nous. Ils sont entièrement animés de l'esprit nouveau qu'il faut avoir pour entreprendre et mener à bien la tâche communiste.

Ils sont à l'âge du don total de soi ; dans l'amour ou dans le sacrifice et, par bonheur, si loin de nos adresses, de nos prudences et de nos équilibrismes !

Il faut les saluer, mais il faut les aider aussi ; jamais leur ferveur révolutionnaire n'a été aussi grande. Dans la persécution, ils se forgent des âmes d'apôtres. Le devoir des fédérations et des sections du Parti est d'entretenir partout cette flamme qui surgit dans la jeunesse, en créant des groupes de jeunesse où les meilleurs militants du

Joubaux, ne feront compliment à ce juge de sa franchise.

« M'sieu, i'm'bat ! »

Ainsi l'élevé querelleur se plaint au maître, après avoir laqué, injurié, ou même maltraité des camarades, lorsque ceux-ci, impatientés, s'apprennent à lui donner une leçon : « M'sieu, les aut' veulent pas m'laisser l'Msieu, l'm'battent ! »

J'ai assisté à des séances du Comité Confédéral où Joubaux, Demoulin, Herchein et autres seigneurs de moindre importance, après avoir insulté grossièrement les militants de la minorité, se plaignaient d'être injuriés et calomniés par eux !

De même, dans des réunions socialistes, en Maine-et-Loire, on a pu entendre l'ex-secrétaire fédéral employer à l'égard des leaders de la majorité les qualificatifs sui-

LE MOUVEMENT RÉVOLUTIONNAIRE AU JAPON

Sous ce titre, le *Workers Dreadnought* publie, pile-mêle, quelques renseignements sur la situation économique au Japon. Ces simples notes auront au moins pour effet de nous montrer que le gouvernement impérialiste du Japon sera tenu lui aussi de compter avec l'opinion et l'impaction prolétarienne. La révolution ne grandit pas encore, mais elle s'élabore partout dans le monde ; elle trouvera, même en Extrême-Orient, d'énergiques et d'ardents défenseurs. La solidarité ouvrière comprend désormais tout le globe habité.

Un Congrès d'institutes a eu lieu à Tokio ; 260 délégués s'y trouveront réunies. Elles ont organisé leur propre Syndicat.

Dans son rapport, le secrétaire général du Département de l'Instruction publique

Le premier numéro de L'Anjou communiste, daté du samedi 19 mars 1921

Les séances de janvier et mars portent sur l'examen comparatif des prix et salaires des années 1914 et 1920. Cette documentation montre à l'évidence qu'entre ces deux dates la condition ouvrière ne s'est que très faiblement améliorée. Une action plus virile pour arracher des conditions de vie meilleures serait donc opportune.

C'est l'objet de l'appel de la CA du 12 avril « pour un 1^{er} mai de combat » : « L'objectif ultime : aboutir à l'émancipation des travailleurs par l'abolition du salariat. Dans l'immédiat :

- lutter pour assurer le respect du droit syndical et l'étendre à tous les salariés des services publics (fonctionnaires notamment),
- obtenir la nationalisation des industries-clés, le contrôle ouvrier sur la production,
- affirmer la solidarité des travailleurs français avec ceux du monde entier,
- réclamer l'amnistie, l'abandon des poursuites contre la CGT et ses militants,
- dénoncer la politique de réaction du Bloc National.

La classe ouvrière se doit de manifester sa puissance, sa vitalité, son attachement à l'idéal de liberté et d'émancipation des travailleurs ».

On discute de l'opportunité d'un défilé. Non sans appréhension chez certains, on décide de son maintien. Il n'aura pas l'ampleur des deux précédents³⁵. Sauf chez les ardoisiers et les allumettiers de Trélazé, le chômage sera très réduit³⁶. Les années suivantes et jusqu'en 1936, les 1^{ers} mai seront des plus mornes !

Le malaise qui pèse sur les organisations syndicales est particulièrement manifeste lors de la séance de la CA du 10 mai.

A l'ordre du jour, l'examen de la situation internationale. Celle-ci est particulièrement menaçante. Le gouvernement envisage une mobilisation partielle de la nation. La CGT réunit son Comité Confédéral National³⁷ pour prendre toutes mesures qu'imposerait une aggravation de la situation :

« Instruit par l'expérience, on peut affirmer que la mobilisation n'est pas la Paix. La classe ouvrière est-elle prête à répondre par la grève générale à toute nouvelle menace de guerre ? »

Les syndicats angevins sont invités à se prononcer.

A l'exception des Ardoisiers et des Allumettiers de Trélazé qui se déclarent prêts à répondre massivement à tout appel de la CGT, les autres syndicats s'avouent impuissants à entraîner leurs adhérents dans une grève générale insurrectionnelle.

Répondent ainsi par la négative : Textile, Bâtiment, Agents et Sous-agents des PTT, ouvriers des lignes, du Gaz, du Bois, les employés de Commerce et de Banque, les Typos. « Après les grèves de mai, l'ère du bluff est passée », déclare le délégué des PTT. « En raison des dissensions internes, ce serait se leurrer que de croire possible la réalisation d'un mouvement d'ensemble » (délégué des Cheminots-Etat).

Effectivement, les oppositions vont s'approfondissant. Le Congrès de l'UD qui se tient à Segré le 25 juin 1921³⁸ en apporte la démonstration. Dumoulin pour les majoritaires, Merrheim³⁹ pour les minoritaires, s'y affrontent sans ménagement. Il est clair que les oppositions sont irréductibles et que la scission est imminente.

³⁵ *L'Effort Social* du 7 mai 1921 signale en effet que ce 1^{er} mai fut « moins démonstratif », mais que la salle de la Bourse du Travail d'Angers était comble pour le meeting où intervinrent majoritaires et minoritaires. De fait, il n'y eut pas de défilé à Angers, au grand dam des minoritaires, mais seulement à Trélazé, ainsi qu'à Saumur (le fief du secrétaire de la Fédération communiste, Louis Bouët), où selon *L'Anjou Communiste*, un bon millier de manifestants assistèrent à un discours d'Hélène Brion dans une prairie en bord de Loire.

³⁶ En fait, ce 1^{er} mai 1921 étant un dimanche, la question du « chômage », c'est-à-dire de la grève, ne s'était donc pas posée.

³⁷ En abrégé : CCN.

³⁸ En réalité, le congrès de Segré a eu lieu le dimanche 19 juin, ce sont ses comptes rendus qui figurent dans *L'Effort social* et *L'Anjou Communiste* du samedi 25.

Lors du vote sur les motions de tendances : ⁴⁰

Entendra-t-on Monatte, présent au Congrès, concurremment avec Dumoulin ? Boulan⁴¹ se prononce contre. Néanmoins, par 21 oui contre 17 non - les autres délégués s'abstenant - le Congrès décide d'accorder la parole à Monatte dans la séance de l'après-midi.(...)

Le rapport moral est adopté par 28 voix contre 17 et 2 abstentions

La résolution [du Syndicat de l'Enseignement contre les exclusions] est repoussée par 27 voix contre 20.⁴²

Le Congrès de Lille consacre la scission. Avant que celle-ci soit un fait accompli en Maine-et-Loire, Boulan, militant libertaire, l'un des animateurs des grèves ardoisières de 1910 et 1913, lance un pathétique appel à ceux qui se préparent à quitter la vieille organisation syndicale (*L'Effort social*)⁴³.

De son côté, Pilard, secrétaire de l'UD, dans un article intitulé « Déception et Espoir », laisse percer toute l'amertume qu'il ressent en présence de cette « rupture du front ouvrier ».

Au cours du second semestre 1921, on peut considérer que la scission syndicale est un fait acquis en Maine-et-Loire. Les syndicats adhérents à la 3^{ème} Internationale cessent toute relation avec l'UD dont la direction reste de tendance majoritaire ; bientôt ils se regroupent localement et départementalement autour de la CGTU⁴⁴ en voie de constitution.

Désormais, les organisations rivales vont s'ignorer et, souvent, se livrer à des luttes fratricides.

Le PS œuvrera avec la CGT, la Ligue des Droits de l'Homme (alors puissante en Maine-et-Loire, plus de 1000 adhérents), les coopératives à direction réformatrice (Angers-Doutre, Fonctionnaires, Boulangerie - ancienne coopérative des syndicats angevins), la Libre Pensée, la FOP⁴⁵, le Syndicat des Instituteurs (ancienne Amicale).

Dans le camp adverse, nous trouverons autour du PC la CGTU, le Secours Rouge, réplique de la Ligue des Droits de l'Homme, l'ARAC⁴⁶, qui s'oppose à la FOP, les coopératives à direction communiste (Angers-Madeleine, Angers Pierre-Lise, la Prolétarienne - Trélazé-Maraîchère).

A ce moment, la CGT rallie le gros des travailleurs syndiqués angevins qui ne sont d'ailleurs qu'une minorité du prolétariat local. Ses gros syndicats sont - outre les Ardoisiers et les Allumettiers de Trélazé :

³⁹ Erreur de Maurice Poperen : c'est **Pierre Monatte** (1881-1960), correcteur d'imprimerie, fondateur de La Vie Ouvrière, démissionnaire du CCN de la CGT en décembre 1914 pour protester contre le ralliement de la confédération à l'Union Sacrée, qui représenta la minorité confédérale à Segré. **Alphonse Merrheim** (1871-1925), ouvrier chaudronnier, secrétaire de la Fédération des Métaux, avait certes été minoritaire au début de la guerre, mais il avait rallié Jouhaux ensuite.

⁴⁰ Ici figure un blanc dans le manuscrit. Nous nous permettons de donner en italique quelques votes intervenus au congrès, tels qu'ils furent rapportés par *L'Anjou Communiste* n° 15 (25 juin 1921).

⁴¹ **Auguste Boulan** (1887-1964), militant des Jeunesses syndicalistes, libertaire, mais membre de la majorité sortante de l'UD.

⁴² **Les 20 syndicats minoritaires** : Métallurgistes d'Angers, Cheminots Angers Saint-Laud, Ardoisiers de Trélazé, Enseignement, Bâtiment d'Angers, Gaz d'Angers, Préparateurs en pharmacie d'Angers, Bois et ameublement d'Angers, Cheminots-Etat de Saumur, Cheminots PO de Saumur, Typographes de Saumur, Boulangers de Saumur, Tailleurs d'habit de Saumur, Ferblantiers de Saumur, Bâtiment de Saumur, Produits chimiques de Saumur, Verriers de Saumur, Employés de commerce de Saumur, Cheminots de Segré, Ardoisiers de Misengrain.

⁴³ En réalité, les minoritaires, notamment Monatte, étaient plutôt favorables au maintien de l'unité syndicale, et considéraient que la scission était voulue par l'équipe autour de Jouhaux. En effet, celle-ci, craignant de perdre la majorité, avait avancé de plusieurs mois la date du Congrès confédéral et commencé à exclure des syndicats minoritaires, notamment chez les cheminots. De son côté, la minorité avait doublé ses mandats entre 1920 et 1921 (de 658 à 1348) et espérait devenir majoritaire (il ne lui avait manqué que 200 mandats pour l'être à Lille).

⁴⁴ **Confédération Générale du Travail Unitaire**, dont le 1^{er} congrès eut lieu à Saint-Etienne, du 25 juin au 1^{er} juillet 1922. Désormais, on distingue les syndicats *confédérés* (affiliés à la CGT) et les syndicats *unitaires*, affiliés à la CGTU.

⁴⁵ **Fédération Ouvrière et Paysanne des Mutilés, Réformés, Veuves, Orphelins et Ascendants de Guerre**. Notons que les communiqués de la FOP paraissaient aussi dans *L'Anjou Communiste*, jusqu'à la disparition de celui-ci à la fin de 1923. Le siège angevin de la FOP était 42 Bd Henri-Arnaud, dans l'immeuble de la Coopérative Angers-Doutre.

⁴⁶ **Association Républicaine des Anciens Combattants**, fondée en 1917 par Raymond Lefebvre, Paul Vaillant-Couturier (futur dirigeant du PCF) et Henri Barbusse. L'ARAC fête en 2012 ses 95 ans.

- le SNI : 600 adhérents environ, les 2/3 des enseignants du primaire,
- le syndicat du Bâtiment aux effectifs très fluctuants,
- le syndicat du Livre (Typos principalement),
- les Artistes-Musiciens (quasi-totalité : 80 environ),
- enfin les Services publics : Municipaux, Gaz, Chemins de fer et fonctionnaires (PTT, Trésor, etc.) lesquels vont accentuer la tendance réformiste de l'organisation confédérale.

La CGTU n'a d'importance que dans quelques corporations :

- Métallurgie (Montrejeau tréfilerie⁴⁷), 600 adhérents,
- Cheminots (PO, Etat),
- Textile (Bessonneau⁴⁸, quelques ateliers seulement),
- Le syndicat de l'Enseignement (80 adhérents au départ, 150 lors de la fusion⁴⁹).

A l'exception du syndicat unitaire de l'Enseignement et souvent pour un temps limité, tous les dirigeants des syndicats unitaires sont des militants actifs du PC et du SR (Secours Rouge⁵⁰).

Durant toute la période qui va de 1922 à la réunification syndicale de 1936, ces militants, à maintes reprises, proposeront l'unité d'action aux organisations rivales (CGT, PS) ; ils ne seront jamais entendus. A leurs propositions, il sera toujours répondu de manière identique : « Nul ne vous a chassés. C'est vous qui nous avez quittés volontairement. C'est au sein d'une organisation unique que doit se réaliser l'action commune. Rejoignez nos rangs, dans le respect de l'indépendance syndicale ».

Décue, déconcertée par les luttes de tendance qui opposent violemment les militants ouvriers de la CGT et ceux de la CGTU, la classe ouvrière angevine, déjà peu dynamique par nature, va se tenir en marge de l'action syndicale. Durant tout ce temps, les effectifs stagnent quand ils ne régressent pas, les mouvements revendicatifs sont rares et de peu d'ampleur le plus souvent (voir tableau n° 3⁵¹).

Par ailleurs, au sein de la CGT - et de ses organisations locales - l'action prend de plus en plus un caractère légaliste, réformiste, d'intégration progressive. Les prises de position reflètent cette évolution. Désormais, on compose avec l'ennemi de classe et l'Etat capitaliste, qu'hier encore on rêvait d'abattre par la violence.

Par contre, dans le même temps, les syndicats unitaires mènent une politique aventuriste (grèves sauvages déclenchées parfois sans préparation suffisante - c'est le cas chez Bessonneau -, mots d'ordre plus politiques souvent que de caractère professionnel).

Ce comportement des uns et des autres⁵², l'un exagérément timoré, l'autre immodérément agressif, met la classe ouvrière angevine en situation de faiblesse, face à un patronat qui de tout temps se montra particulièrement hostile aux idées novatrices, à l'esprit d'ouverture.

⁴⁷ Filiale des Etablissements Bessonneau.

⁴⁸ A l'époque, **les établissements Bessonneau** étaient de loin le premier employeur d'Angers. Occupant plus de 60 ha, ils ont employé jusqu'à leur disparition en 1966 de 40 à 60 % des ouvriers de la ville (plus de 10 000 salariés vers 1920, 5 000 en 1939, 2430 en 1960).

⁴⁹ Fusion réalisée en 1935-1936 avec la CGT, dans le cadre de la politique de Front populaire (alliance scellée en 1935 entre le PCF, le Parti socialiste SFIO et le Parti radical, dans la perspective des élections législatives de 1936).

⁵⁰ Le **Secours Rouge International**, fondé en 1922, avait pour but le soutien aux militants révolutionnaires emprisonnés. Son siège était lui aussi à Moscou. Il prit en 1936 le nom de *Secours populaire de France et des colonies*, puis en 1945 celui de *Secours populaire français*, qu'il a conservé jusqu'à aujourd'hui.

⁵¹ Nous n'avons pas retrouvé ce tableau.

⁵² Notons au passage ce renvoi dos à dos des courants socialistes/réformistes et communistes/révolutionnaires. En effet, si Maurice Poperen appartenait à la Fédération Unitaire de l'Enseignement affiliée à la CGTU, il se situait dans le courant anarcho-syndicaliste, minoritaire dans cette confédération. Par ailleurs, il faut savoir que pendant l'entre-deux-guerres la politique de l'Internationale communiste, et donc celle du PC (SFIC), connut plusieurs virages rapides, parfois à 180°, qui déconcertèrent à chaque fois plus d'un militant : ainsi, à l'orientation votée au IV^{ème} congrès de l'IC (le dernier tenu, en novembre 1922, dans des conditions démocratiques) en faveur du Front unique avec les réformistes après l'échec des révolutions de l'après-guerre

Dans ces conditions, on ne saurait s'étonner qu'en Maine-et-Loire les salaires resteront presque toujours inférieurs à ceux des autres régions de France, la journée de 8 heures, les lois sociales n'y seront qu'imparfaitement appliquées, et lorsque le chômage sévira avec acuité, plus qu'ailleurs les secours seront tardifs et toujours très insuffisants, et les organisations syndicales à peu près impuissantes à parer à ces carences.

Période 1921-1931

Dix années d'activité syndicale réduite, bien que les conditions de vie de la classe ouvrière soient loin d'être satisfaisantes.

Certes, le travail ne fait pas défaut (une seule et brève période de dépression économique : l'automne 1921), mais les salaires restent insuffisants, toujours en retard sur les prix, qui sont en hausse continue (conséquence de l'inflation monétaire, moyen pour le grand capitalisme d'éponger le passif de la guerre). Le petit rentier d'avant-guerre sera ruiné, le salarié (ouvrier, fonctionnaire) durement touché dans son niveau de vie, mais l'Etat et le monde des affaires verront leurs dettes s'amenuiser, leur trésorerie soulagée.

Face à cette situation, les organisations syndicales réagissent mal.

Fin novembre 1921, l'Union locale CGT est à la recherche de moyens de lutte efficace pour s'opposer aux diminutions de salaire, à l'impôt sur les salaires et obtenir le respect des 8 heures.

Le secrétaire de l'UD déclare : « Il faut à tout prix rassembler les camarades que les événements récents ont tenu à l'écart de l'organisation. Réunions à la base sur un programme commun, précis, concret, répondant aux aspirations les plus pressantes de nos camarades ouvriers, sans que soient agitées les questions de tendances »⁵³.

Cet appel ne sera pas entendu, les oppositions persisteront et l'impuissance syndicale également.

Le 21 janvier 1922, l'avoir de l'UD CGT - donc au lendemain de la scission - est de 4631,27 F, dont 4611,22 placés à l'Union des Coopératives angevines.

Cet avoir sera de 5471,05 F au 15 mai 1925, ce qui indique une faible prise de timbres⁵⁴, donc un manque d'activité des organisations, ce que révèle encore mieux le fait suivant : en 1923, la Commission Administrative de l'UD ne tient aucune réunion du 27 avril au 27 octobre, alors que statutairement elle devrait se réunir chaque mois.

En 1924, les préoccupations des CCN sont mises à l'étude des Unions locales : le rôle du Conseil économique, la main d'œuvre étrangère, l'organisation syndicale des femmes.

En 1925, une municipalité de gauche s'installe à la Mairie⁵⁵. Les responsables syndicaux en attendent une amélioration des relations entre la Bourse du Travail et les élus locaux, d'autant qu'au nombre de ceux-ci figurent quelques militants syndicalistes (Bilard⁵⁶, Bigaud⁵⁷, Nau⁵⁸, Dixneuf⁵⁹).

(1922-1924), succéda un zigzag sectaire-gauchiste en 1924-1925 sous la direction de Staline et Zinoviev à l'IC et d'Albert Treint au PCF : ce dernier, qui avait lui-même tiré sur des anarchistes à une réunion de la CGTU, organisa l'exclusion des « trotskystes » Rosmer et Souvarine, pourtant fondateurs du PC. Nouveau tournant, cette fois à droite, en 1926-1928 avec la politique dite des « Blocs ouvriers et paysans » imposée par Staline et Boukharine, puis orientation antisocialiste dite « classe contre classe » de 1929 à 1934 (« l'arbre national-socialiste ne doit pas cacher la forêt social-démocrate » disaient les staliniens allemands, qui facilitèrent ainsi l'accession de Hitler au pouvoir), retour à une politique unitaire de 1934 à 1939 avec le PS mais aussi - dans le cadre du Front populaire - avec le Parti radical, principal parti de la bourgeoisie française à l'époque, et enfin virage très antisocialiste après le Pacte germano-soviétique du 23 août 1939, etc.

⁵³ Un compte rendu de cette **CA du 20 novembre** figure dans *L'Anjou communiste* du 26 novembre 1921. Louis Bouët y évoque effectivement « l'oubli » momentané » des luttes de tendances, « en face de la persécution gouvernementale ». La CA avait prévu une tournée de propagande associant les « deux tendances », lesquelles se seraient accordées sur le fait que « les questions irritantes [en] seront écartées ».

⁵⁴ Les syndiqués avaient une carte d'adhérent annuelle sur laquelle ils collaient des timbres pris (théoriquement) mensuellement et correspondant au versement de leur cotisation. Pour l'évolution des effectifs dans cette période, voir l'Annexe 2, pages 47-48.

⁵⁵ D'Angers.

En fait, les avantages consentis seront minimes (faible augmentation des salaires versés aux fonctionnaires de la Bourse, légère amélioration des locaux).

Un fait nouveau, la grève des employés de banque. L'animateur en est le citoyen Nau, membre de la CA, qui bientôt dénoncera la politique timorée des responsables de la Bourse, les citoyens Gaignard⁶⁰, puis Piaud⁶¹ et Bellier⁶².

A partir de 1926, les préoccupations confédérées vont porter sur les assurances sociales. Cependant, la vie se fait de plus en plus chère et certains militants déplorent la carence des directions locales : « Il importerait que les Unions départementale et locale fassent preuve de dynamisme et ne laissent pas aux seuls unitaires l'initiative de la défense des intérêts ouvriers ».

Ces derniers ont déclenché une grève aux établissements Bessonneau qui touche à la fois le Textile et la Métallurgie. La situation des grévistes est bientôt dramatique. Le comité de grève fait appel à la solidarité. Duval des Instituteurs s'en fait l'écho, mais à la majorité, sur la proposition de Piault, secrétaire de la Bourse, la réponse est négative : « Les unitaires insultent nos militants, sabotent nos réunions, nous n'avons pas à les aider dans un conflit déclenché par bravade »⁶³.

⁵⁶ **Armel Bilard**, né en 1875 à Augan (Morbihan) arriva à Angers (Maine-et-Loire) en 1893 et y travailla comme ouvrier papetier relieur. Membre du syndicat du Livre d'Angers depuis 1896, il adhéra au Parti socialiste en 1909. Il fut élu conseiller prud'homme (section industrie) en 1910. Membre actif de la coopérative Angers-Doutre, conseiller municipal d'Angers (section Doutre) de 1925 à 1929, il fut candidat aux élections législatives de 1928 dans l'arrondissement de Cholet (notice rédigée par Maurice Poperen pour le *Dictionnaire Biographique du Mouvement Ouvrier Français*, tome 19, page 168).

⁵⁷ **Eugène Bigot** (1878-1972) fut conseiller municipal socialiste d'Angers du 17 mai 1925 au 29 avril 1941.

⁵⁸ **Armand Nau**, secrétaire du syndicat des Employés de banque d'Angers. Membre de la CA de l'UD après la réunification de 1936, il participa activement à l'épuration des militants communistes de la CGT après le Pacte germano-soviétique, fit partie de l'équipe autour de Raymond Déaud qui « géra » l'UD CGT sous l'Occupation allemande et fut à son tour épuré à la Libération pour avoir accepté la Charte du Travail du gouvernement de Vichy.

⁵⁹ Imprimeur, conseiller municipal, **Dixneuf** a été aussi en 1930, le secrétaire de la section d'Angers du Parti socialiste SFIO.

⁶⁰ **Jean Gaignard**, militant socialiste et syndicaliste, fut l'un des responsables du syndicat des « municipaux d'Angers » et délégué de son syndicat à la commission administrative de l'UD de Maine-et-Loire. Il devint secrétaire de la Bourse du Travail d'Angers à la mort de Bahonneau le 1er mai 1918. Il conserva ces fonctions jusqu'à sa mort en septembre 1924. De tendance modérée, Gaignard fut un administrateur consciencieux. Son comportement lui valut à plusieurs reprises les critiques des éléments jeunes qui auraient souhaité de sa part une attitude plus ferme, plus combative face au patronat angevin connu pour son conservatisme intransigeant. **Son fils Paul lui succéda au poste de secrétaire de la Bourse du Travail et à la CA de l'UD CGT** (d'après les notices rédigées par Maurice Poperen pour le *Dictionnaire Biographique du Mouvement Ouvrier Français*, tome 29, page 29).

⁶¹ **René Piault** (1878-1948), typographe, est membre du parti communiste et secrétaire de l'Union locale CGT de Saumur en 1921. Au congrès de Segré, il vote avec la minorité. En février 1922, il décide toutefois de rester à la CGT et quitte le PC. *L'Anjou communiste* du 1^{er} avril 1922 le qualifie « d'ex-camarade » et relève qu'il a refusé la salle de l'Union des Syndicats pour une conférence de Maurice Heine (militant anticolonialiste, communiste jusqu'en 1923, proche ensuite des surréalistes) organisée par la section du PC de Saumur. Ayant quitté Saumur en 1926, René Piault, toujours membre de la CA de l'UD CGT, fut secrétaire général de la Bourse du Travail d'Angers de 1929 à 1937. Le 20^e congrès de l'UD CGT (11 avril 1937) lui confia, en tant que membre du bureau de la CA, la responsabilité des archives du syndicat.

⁶² **Ernest Bellier** (1868- ?), ouvrier cordonnier, militant syndicaliste actif, participa à de nombreuses grèves dures de sa profession à Angers avant 1914. En 1906, il prit la direction de la coopérative de consommation « L'Avenir d'Angers-Doutre » qu'il dirigea jusqu'en 1924. Il fut ensuite secrétaire adjoint puis secrétaire de l'UD CGT. En 1926-1927, selon les comptes rendus des congrès de l'UD publiés dans *le Réveil des Travailleurs*, bulletin officiel de l'UD confédérée de Maine-et-Loire, il fut attaqué sévèrement par Pilard, qui lui reprochait de « ne pas être à la hauteur », ce à quoi il rétorquait que Pilard ne le soutenait pas (les ardoisiers boycottèrent alors la Bourse d'Angers). En 1928, Armand Nau, du syndicat des employés de banque, refusa de voter son rapport moral et exigea son remplacement (Dossier XI^e congrès de l'UD, Archives CGT, 2.2.02). E. Bellier fut par ailleurs candidat socialiste aux élections législatives de 1919 dans la 1^{ère} circonscription de Maine-et-Loire, en troisième position derrière le pasteur protestant Louis Chevalley et le postier Louis Doignon, secrétaire de la Fédération socialiste.

⁶³ En fait, ce mouvement **de grève chez Bessonneau** eut lieu en deux temps. Il débuta le 28 janvier 1926 sur les deux sites du Mail et de l'Ecce Homo (textile), pour des augmentations de salaire de 25 %, rassembla le lendemain 1850 salarié-e-s soit 43 % du personnel concerné selon l'historien Jacques Bouvet, mais s'arrêta le surlendemain, jour de paye, et la répression s'abattit

En 1928, les militants de la base réclament que les questions qui intéressent au premier chef les travailleurs angevins fassent l'objet d'études sérieuses. En conséquence, sur proposition de Benoist⁶⁴ et Nau du syndicat de la Banque, il est décidé que 4 commissions seront créées qui chacune auront à rapporter l'une des questions suivantes :

- 1/ Le logement à bon marché,
- 2/ Le travail à domicile,
- 3/ La création d'un conseil juridique ouvrier,
- 4/ L'Enseignement unique.

Lors du Congrès de l'UD, le conflit entre les responsables de l'organisation et certains syndicats éclate au grand jour. Les militants du syndicat de la Banque mènent l'attaque. Ils veulent une direction plus combative et s'élèvent contre la tendance à la fonctionnarisation des organismes syndicaux : « Deux permanents à la CA de l'UD et de l'UL, appointés pour une bonne part par les subventions municipales, c'est trop. C'est l'aliénation de l'indépendance syndicale ».

Mais au vote, cette critique n'est pas entendue, et la majorité des syndicats où dominent désormais les personnels à statuts, maintient sa confiance au bureau sortant.

En 1929, les syndicats sont plus que jamais aux prises avec les difficultés de vie qu'entraîne une inflation croissante. Pour enrayer celle-ci, le ministère Laval⁶⁵ bloque les prix et impose aux fonctionnaires une baisse de 5 % de leurs émoluments⁶⁶. Les patrons du secteur privé s'empressent d'imiter cet exemple. Les syndicats protestent (intervention près du préfet contre la non-convocation du « coût de la vie »). Quelques conflits éclatent (Allumettiers, Gaz), cependant l'ensemble de la classe ouvrière angevine reste passive face aux atteintes portées à son niveau de vie.

Les élections aux Prud'hommes confirment que les syndicats confédérés sont seuls représentatifs des travailleurs angevins. Dans les 6 catégories, leurs candidats sont élus sans difficultés.

Cette année 1929 voit la mise en place des Caisses d'assurances sociales. Les Unions départementales CGT et Unitaires s'emploient à former les militants qui auront la responsabilité de gérer les Caisses primaires. Des réunions d'information ont lieu à diverses reprises avec la participation de responsables confédéraux⁶⁷.

En 1930, la CA de la Bourse proteste contre la politique économique du gouvernement : « Tandis que celui-ci impose le blocage des salaires, il pratique une politique agricole (droit de douane sur les blés) qui provoque une hausse du coût de la vie, réduisant, par incidence, le pouvoir d'achat des travailleurs ».

sur les militants de la CGTU. La grève éclata alors sur le site de Montrejeau (métallurgie), où elle dura deux semaines et se solda là encore par le licenciement de grévistes. L'activité syndicale chez Bessonneau marqua le pas jusqu'en 1934. Jacques Bouvet estime quant à lui que l'implantation des syndicalistes unitaires dans cette entreprise d'où la CGT était absente dans les années 20 était due à leur tactique consistant à « coller totalement à la pulsion revendicative de la masse » (in *Bessonneau Angers*, SEA, 2002, page 201). Notons au passage que la Municipalité de Cartel des gauches (Radicaux-socialistes et socialistes) dirigée par René Levavasseur avait refusé aux grévistes l'autorisation de faire des collectes de solidarité en ville...

⁶⁴ **Georges Benoist**, employé de banque, sera membre du Conseil de la Caisse primaire d'assurances sociales en 1930.

⁶⁵ L'avocat **Pierre Laval** (1883-1945), le plus jeune des députés socialistes SFIO élus en 1914, évolua après la guerre vers la droite la plus conservatrice. Président du Conseil en 1931-1932 puis en 1935-1936, il devint chef du gouvernement de Vichy de 1942 à 1944. Sa collaboration active avec l'Occupation nazie lui valut d'être condamné à mort et fusillé en 1945.

⁶⁶ Par un décret-loi du 16 juillet 1935, le gouvernement de Pierre Laval baissa brutalement de 10 % - entre autres - les traitements des fonctionnaires. Ces mesures provoquèrent en août 1935 des émeutes à Brest et à Toulon qui firent plusieurs morts.

⁶⁷ A Angers, la Caisse primaire d'Assurances sociales « Le Travail » est constituée à la suite d'une assemblée générale tenue à la Bourse du Travail le mardi 4 février 1930. Elle est agréée par la Préfecture le 25 février. Les membres du bureau étaient - entre autres - Piault, secrétaire de l'Union locale CGT, président, Pilard, secrétaire de l'UD, et Nau vice-présidents (Source : *Le Réveil des Travailleurs*, n° 13, 15 mars 1930).

Plusieurs grèves éclatent (charpentiers, monteurs électriciens). Elles seront longues, car elles se heurtent à l'intransigeance patronale qui tend à briser les organisations syndicales.

Parlant du comportement du patronat local, les syndicats diront : « Les salaires angevins sont parmi les plus bas de France. Principaux artisans de la prospérité générale, on ne leur en sait aucun gré ! La pondération, l'esprit de conciliation dont ils ont témoigné en maintes occasions, sont bien mal récompensés. Dans ces conditions, les salariés angevins doivent se refuser à toute collaboration avec un patronat intransigeant ».

C'est l'aveu de l'échec d'une certaine conception de l'action syndicale. Pour concrétiser cette attitude nouvelle, « la CA décide que ses représentants aux Conseils des Prud'hommes ne participeront plus aux remises de prix aux vieux travailleurs, [...] symbole de l'hypocrisie patronale ».

Cette même année, durant les derniers mois, le chômage commence à frapper diverses professions.

Période 1931-1934 - Le chômage en Anjou

Ce problème va devenir prioritaire et retenir de plus en plus l'attention des responsables syndicaux, tant de la CGT que de la centrale rivale, la CGTU.

Dès les premiers mois de l'année 1931, l'aggravation du chômage est manifeste⁶⁸. Il affecte en priorité les travailleurs du bâtiment, puis, très vite, s'étend à l'ensemble des travailleurs manuels (métallurgistes, ouvriers du bois, du vêtement, de la chaussure, du parapluie, et bien entendu du textile pour Angers et sa région).

Dans la plupart des entreprises, les horaires de travail sont réduits : c'est le chômage partiel qui se traduit par des salaires moindres (c'est le cas aux Ardoisières, chez Bessonneau, dans les manufactures de chaussures). Pour d'autres, plus gravement touchées, ce sont les licenciements, le chômage total.

A la CGT, la CA du 11 mars examine la situation du marché du travail. A cette date, selon l'office départemental de placement, il n'y a pas lieu de s'alarmer : peu d'ouvriers professionnels au chômage, seulement des manœuvres. Moins optimiste, la CA demande qu'une commission de chômage (mi-patrons, mi-ouvriers) procède dès maintenant à la mise en place d'un plan d'urgence et à l'ouverture immédiate d'un fonds de chômage.

Les séances des 27 avril, 13 mai, 18 juillet, 22 septembre, reviendront sur le sujet, réclamant de la municipalité des mesures qui répondent à l'ampleur de la situation.

Le 16 avril, le Conseil municipal [d'Angers] a créé une Caisse de chômage, élaboré un règlement, voté un premier secours de 25000 francs. Une Commission paritaire composée de 3 conseillers municipaux, 3 ouvriers, 3 patrons, en assurera la gestion, mais en mai, la CA constate que la Commission ne s'est pas encore réunie, alors que le nombre des chômeurs va croissant d'une semaine à l'autre.

Mandat est donné au secrétaire de la Bourse d'intervenir près de la Municipalité et d'exiger des subsides qui répondent aux besoins des travailleurs sans emploi.

Le 22 septembre, une délégation de la CA près du Maire s'étonne que les secours auxquels les chômeurs ont normalement droit ne leur soient pas automatiquement accordés « sur présentation de l'attestation patronale ». Par ailleurs, trop de chômeurs négligent de se faire inscrire à la Bourse du Travail qui pourrait ainsi mieux témoigner de la réalité du chômage local.

En novembre, le Conseil municipal a enfin pris « des mesures mieux adaptées aux nécessités de l'heure ».

Le 6 décembre, le secrétaire conduit une délégation des chômeurs qui vont protester contre le salaire de 14 Fr alloué à ces malheureux qui ont accepté de travailler aux « Chantiers municipaux ».

Pour protester contre ce comportement jugé inhumain, la CA décide de faire apposer 300 affiches qui seront placardées dans le plus bref délai :

⁶⁸ La crise économique qui a éclaté aux Etats-Unis à l'automne 1929, à la suite du krach boursier de Wall Street, ne commence en effet à toucher la France qu'au début de 1931, un an après l'Autriche, l'Allemagne et le Royaume-Uni.

« A l'opinion publique

Le chômage sévit à Angers comme partout en France. La Municipalité accorde le salaire dérisoire de 14 Fr par jour aux chômeurs qu'elle occupe. Juste de quoi les empêcher de mourir de faim, alors qu'à Saumur la ville accorde un secours de 24 Fr. Cela est inhumain ! Que mangeront ces hommes, leurs femmes, leurs enfants ?

Angevins, nous vous faisons juges d'une attitude aussi inhumaine ».

Le 22 décembre, la CA fait le bilan de la situation du marché du travail :

- 360 chômeurs employés aux Travaux municipaux,
- 110 chômeurs inscrits à la Caisse de chômage.

Bessonneau a débauché 40 ouvriers des services d'entretien, et le nombre des chômeurs réels est supérieur aux chiffres officiels.

Par ailleurs, des diminutions de salaires sont en cours, conséquence de l'insécurité générale de l'emploi, mais aussi de la faiblesse présente du mouvement ouvrier.

Dans les grands magasins, chômage partiel par roulement du personnel. Dans les banques, mise à la retraite anticipée des plus âgés.

Enfin, à la faveur de cette crise économique, certains patrons tendent à reprendre certains avantages (le repos dominical n'est plus respecté dans certains salons de coiffure, magasins d'alimentation).

« Il importe de réagir », dit le délégué des Allumettiers. Il propose : campagne d'affiches, réunion d'information, marche de chômeurs avec l'appui de la population pour protester contre l'inertie des pouvoirs publics face à l'aggravation de la situation économique.

Début 1932, des soupes populaires fonctionnent dans différents quartiers. Jusqu'en 1934, on y verra, à l'heure des repas, de longues files de chômeurs, de tous les âges, souvent pauvrement vêtus et ayant triste mine.

Les années 1932-33 sont les plus dramatiques : la crise économique frappe tous les secteurs de la production, tandis que la situation politique se dégrade, tant sur le plan intérieur (troubles et menaces fascistes) qu'extérieur (triomphe du nazisme en Allemagne⁶⁹, tension internationale croissante).

Les organisations syndicales sont dans l'impasse : leur faiblesse est manifeste. Devant l'ampleur de la récession économique, elles ne peuvent que constater leur impuissance à y porter remède. Le congrès de l'UD, le 27 novembre [1932], fait un sombre bilan de la situation locale : plus de 700 chômeurs complets recensés, mais combien de non inscrits et plus encore de chômeurs partiels aux salaires considérablement réduits ?

Bertron⁷⁰, ardoisier, qui succède à Pilard au secrétariat de l'UD, prend la direction d'une organisation aux effectifs réduits. Ceux-ci, de 8000 cotisants en 1930 à jour de leurs cotisations syndicales, sont passés à moins de 5000. Et sur ce chiffre, nombre de ces syndiqués, faute de ressources suffisantes, n'ont pris qu'un nombre restreint de timbres. Les syndicats de fonctionnaires et des services publics assurent à peu près seuls des ressources régulières aux organismes.

⁶⁹ **Adolf Hitler** (1889-1945), chef du NSDAP (Parti national-socialiste des travailleurs allemands), en abrégé le parti nazi, a été nommé chancelier (premier ministre) par le président Hindenburg le 30 janvier 1933. Il a établi presque immédiatement une dictature féroce, interdisant les partis et syndicats ouvriers et persécutant les Juifs, les homosexuels, les tsiganes, les personnes de couleur. Dès son arrivée au pouvoir, il entreprit le réarmement de l'Allemagne, qui était interdit par le traité de Versailles (1919), mais qui sera largement toléré sinon encouragé par le Royaume-Uni.

⁷⁰ **Louis Bertron** (1898-1982), d'origine mayennaise, fut secrétaire de l'UD CGT de 1933 à 1941. Comme son successeur Raymond Déaud, secrétaire de l'UD de 1941 à 1944, il se rallia en 1940 à la Charte du Travail et au gouvernement de Vichy.

1934 - Prélude à la réunification syndicale

La tentative fasciste du 6 février⁷¹ a été le coup de semonce qui a secoué la torpeur ouvrière et montré à tous (aux dirigeants ouvriers) l'urgente nécessité de présenter un front uni⁷². Les effectifs progressent à nouveau (8000 adhérents).

Le 18^e Congrès de l'UD - novembre 1934 - témoigne de ce renouveau unitaire. Pour la première fois depuis la scission de 1921, on consent à recevoir une délégation de responsables de l'UD CGTU, les camarades Dubois⁷³ des Cheminots, Girault⁷⁴ des Métaux et Picaud⁷⁵ du Textile.

Tout au long de l'année 1935, les manifestations unitaires iront se multipliant (1^{er} mai, défilé du 14 juillet) et se renforçant. L'afflux syndical est manifeste et prélude aux grandes grèves du printemps suivant.

Le 22 décembre 1935, c'est le congrès de fusion de l'UD et le 26 janvier 1936 celui des Unions locales d'Angers-Trélazé.

Les statuts sont adoptés sans grand débat. Par contre, l'élection du nouveau bureau est âprement discutée. Finalement, il est ainsi constitué : la direction est homogène, elle incombe entièrement aux anciens confédérés. Bertron et Piaux (ex-confédérés) sont élus par 37 voix contre 27 à Celestin Dubois et Girault (ex-unitaires). La Commission exécutive, par contre, est à base paritaire : Déaud⁷⁶, Placet⁷⁷, Charon sont les élus ex-confédérés, Girault, Dubois, Gauchet les élus ex-unitaires.

L'avoir déclaré des organisations était - à cette date - pour l'UD CGT : 7888,65 [Fr] plus une donation de matériel de 2021,21 [Fr] et pour l'UD CGTU 189,76 [Fr].

En 1935, les versements à la CGT (timbres confédéraux) s'élevaient à 15000 F, ce qui représentait, approximativement, un effectif de 12000 adhérents, donc progrès marqué des effectifs au cours de l'année : d'anciens syndicats se renforcent, d'autres naissent.

⁷¹ Le **6 février 1934**, les Ligues d'extrême-droite (Action française, Jeunesses patriotes, Solidarité française) organisèrent une émeute antisémite et antiparlementaire à Paris contre le gouvernement de centre-gauche, en particulier place de la Concorde. Il y eut de nombreux morts. Edouard Daladier, du Parti radical, dut démissionner sous leur pression et laisser la tête du gouvernement à un homme de droite, Gaston Doumergue.

⁷² Socialistes et communistes angevins multiplieront dès lors les initiatives unitaires. Ainsi, le 4 août 1934, ils organisent salle Chemellier un « grand meeting d'unité d'action » pour commémorer le 20^e anniversaire de l'assassinat de Jaurès (31 juillet 1914) et le début de la Première Guerre mondiale. En février 1936, ils éditeront ensemble un tract dénonçant l'attentat des Camelots du Roy contre Léon Blum, principal dirigeant du Parti socialiste, à Paris.

⁷³ **Célestin Dubois** (1895-1977), ouvrier au réseau PO à Tours puis à Angers, fut secrétaire de la 26^e Union régionale de la CGTU de 1926 à 1934 et secrétaire du syndicat unitaire des cheminots d'Angers de 1928 à 1935. Selon Maurice Poperen (*Dictionnaire biographique du Mouvement ouvrier français*), il mena une lutte acharnée contre tous les oppositionnels, notamment les trotskystes. En 1939, il était secrétaire régional du PCF pour le Maine-et-Loire.

⁷⁴ **René Girault** (1907-1990), ouvrier métallurgiste, adhéra en 1924, à 17 ans, au syndicat unitaire des Métaux d'Angers et aux Jeunesses communistes, puis en 1930 au Parti communiste. En 1931-1932, il fut emprisonné pour délit de presse, en tant que gérant de *l'Avant-garde* (l'hebdomadaire communiste de la Région tourangelle - Indre-et-Loire, Maine-et-Loire, Sarthe, Vienne - dans lequel la CGTU avait une page régulière en échange du versement d'une subvention). Candidat communiste aux élections législatives de 1932 et 1936 en Maine-et-Loire, René Girault le fut aussi aux élections à la première Assemblée Constituante du 21 octobre 1945. Il fut aussi après la guerre secrétaire de l'UD CGT et de l'UL d'Angers.

⁷⁵ **Fernand Picaud** (présenté en 1935 comme militant des Métaux) fit partie de l'équipe proposée par l'Union locale unitaire (ULU) pour la CE de l'Union locale unifiée en vue du congrès de fusion des deux UL prévu le 26 janvier 1936 (circulaire de l'ULU non datée, Archives Dufour).

⁷⁶ **Raymond Déaud** (1908- ?), employé des tramways d'Angers, est la figure montante de la CGT angevine dans les années 30. Il devint secrétaire de l'Union locale confédérée d'Angers-Trélazé en 1937, puis secrétaire adjoint de l'UD en 1939 et enfin secrétaire de l'UD en 1941 quand Louis Bertron « monta » à la Fédération du Sous-sol. Partisan de la Charte du Travail élaborée par René Belin, le ministre du Travail de Pétain de 1940 à 1942, il participa à l'intégration de la CGT à la politique du gouvernement de Vichy, notamment en intégrant le Comité Ouvrier de Secours Immédiat. A la Libération, il fut condamné à 15 ans d'indignité syndicale. Il présida alors la coopérative ouvrière *l'Imprimerie angevine*, puis, de 1974 à 1978, la SADEL.

⁷⁷ Militant du Bâtiment.